

Différences

mrap

MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES

N° 250 - AVRIL-MAI-JUIN 2004 - TRIMESTRIEL

狗 猴



NOTRE DOSSIER :

2004, année de la Chine... et les Droits de l'homme ?



Education

L'éducation
à la citoyenneté
contre le racisme



Extrême droite



Antisémitisme

Antisémitisme
en Europe :
la nouvelle vague
d'une vieille plaie



Immigration

Etude de l'INED sur
l'immigration en
France : opportune
vérité des chiffres...

Edito	3
Education	4
■ 21 mars 2004 : l'éducation à la citoyenneté contre le racisme fête le printemps	
■ « Messages » : un projet d'éducation à l'amitié	
■ Réflexions sur l'action du MRAP Ile-et-Vilaine	
■ Point fort d'une activité qui se décline toute l'année	
Extrême droite	8
■ Mais où est passée l'extrême droite ?	
International	10
■ En Iran, il y a des assassins, on fusille pour une fleur de jasmin	
Dossier	11 - 16
■ 2004, année de la Chine... et les Droits de l'homme ?	
International	17
■ Ensemble, sauvons Mumia	
Immigration	17
■ Etude de l'INED sur l'immigration en France : opportune vérité des chiffres...	
Antisémitisme	18
■ Antisémitisme en Europe : la nouvelle vague d'une vieille plaie	
Kiosque	20

55^e anniversaire du MRAP



Pour le 55^e anniversaire du MRAP, tee-shirt vendu aux CL et membres du MRAP : 10 €. Pour passer commande contactez le siège du MRAP ou CL de Vitrolle.



Le MRAP lance son appel à la souscription du 21 mars. Quatre cartes postales sur la thème de l'amitié entre les peuples : 10 euros.

Nos défis en affiches 1949-2004

Recueil de 20 affiches (5 €)

PROCHAINEMENT, PARUTION D'UN NUMÉRO HORS SÉRIE

55^e anniversaire du MRAP



Pour les 55 ans de notre mouvement, l'équipe de « Différences » vous propose un numéro spécial « Nos défis en affiches. 1949-2004 ».

Nous avons choisi 20 affiches significatives de nos révoltes et projets. Certaines ont une beauté pugnace, comme le portrait des Rosenberg par Picasso. Toutes composent un itinéraire simple à décrypter pour des actions éducatives contre le racisme. Outil privilégié à proposer pour des travaux en partenariat (semaine contre le racisme, en mars), ce recueil parle à chacun de vigilance et incite à l'engagement. Un beau souvenir en action.

S'offrir et/ou offrir un tel cadeau pour favoriser le combat antiraciste. Vous pouvez vous le procurer par commande (5 euros) l'exemplaire au 01 53 38 99 99.



Edito

Le 21 mars prochain marquera, pour la France, un double événement



de Jean-Claude Dulieu
Secrétaire général adjoint

Le premier événement, que tout le monde au MRAP connaît, sera constitué par la Journée Mondiale contre le Racisme, journée autour de laquelle s'organisera, comme chaque année, de très nombreuses initiatives et notamment la traditionnelle Semaine d'éducation contre le racisme.

Sans anticiper le rapport que la CNCDH rend public tous les ans en cette période (1), on peut d'ores et déjà noter que, en matière de racisme, tous les indicateurs sont au rouge : progression de l'antisémitisme, islamophobie galopante (au niveau national comme au niveau international et cela depuis les attentats du 11 septembre 2002), continuation des discriminations et du racisme au quotidien (rendue d'autant plus aisée que les dispositifs institutionnels censés enrayer ces phénomènes sont, à l'instar des CODAC et du 114, en panne depuis plusieurs mois (2)), poursuite des amalgames de type étrangers = insécurité, sinon intégrisme, voire terrorisme, etc. Pour tout dire, dans l'état actuel des choses, rien ne nous permet de faire preuve d'optimisme, bien au contraire !

C'est dire que, plus que jamais, chacun d'entre nous va devoir se mobiliser au niveau local, notamment à l'occasion et autour de la journée contre le racisme, pour défendre et promouvoir les valeurs d'antiracisme et d'amitié entre les peuples qui sont celles de notre mouvement. Gardons en effet à l'esprit que si notre tâche peut parfois paraître à certain d'entre nous sinon désespérée tout du moins particulièrement difficile, l'action pédagogique envers les jeunes comme en direction des moins jeunes, dans les établissements scolaires comme dans les MJC et autres lieux de rencontres et de discussions, reste sans aucun doute possible un moyen efficace pour lutter contre toutes les formes de racisme et leur cortège d'ignorances, de méconnaissance des autres et d'intolérances.

Les 55 années d'activité en ce domaine de notre Mouvement, que nous commémorerons cette année, en témoignent.

Le 21 mars 2004 sera un double événement, affirmons-nous en préambule. En effet, auront également lieu ce jour là les premières élections après le séisme politique d'avril 2002 où le Front National accédait au second tour des Présidentielles, ce qui donnera à ces échéances électorales une dimension nettement nationale.

Où en sommes nous aujourd'hui, à la veille de cette échéance importante ?

Comme nous venons de le dire et cela pour de multiples raisons, le contexte, en matière de racisme, est toujours tendu (plus que jamais ?). En outre, force est de constater que, sciemment ou pas, le gouvernement en place fait objectivement campagne autour des thèmes de prédilection du FN. Depuis de longs mois maintenant, il n'est plus question en France que d'insécurité (que le ministre Sarkozy se flatte d'enrayer), d'immigration en général (reprise des expulsions, débat tronqué autour de la question des discriminations positives, criminalisation des initiatives de soutien aux populations immigrées, etc.) et de religion musulmane en particulier (les revendications des enseignants écrasées sous le poids médiatico-politique de la question du foulard venue se substituer, qui plus est, au débat promis concernant la laïcité). Ces différentes thématiques, traitées avec démagogie par nos gouvernements, viennent qui plus est fertiliser le terreau naturel du vote d'extrême-droite qu'est la déchirure économique et social dont souffre notre pays et que le gouvernement actuel semble plus occuper à creuser qu'à combler.

Nous tirions la sonnette d'alarme à la veille des dernières élections présidentielles, nous ne cessons malheureusement de la tirer depuis de longs mois : il est fort à craindre qu'aux mêmes causes succèdent les mêmes effets. Tous les ingrédients ne sont ils pas réunis ? De récents sondages ne nous apprennent-ils pas qu'un français sur quatre s'estime plus ou moins en accord avec les thèses du Front National ? Plus grave encore pour l'avenir, pour la première fois, une partie de la jeunesse se tourne vers ces mêmes thèses.

C'est pourquoi, 55 ans après la création de notre Mouvement, le MRAP se doit, encore et toujours, d'appeler avec force à la vigilance et à l'action sans concession pour le droit à la dignité humaine.

(1) - Nous ne connaissons pas encore son contenu au moment de la rédaction de cet article

(2) - Il est maintenant plus que tant que soit créée une haute autorité indépendante en matière de discriminations

Différences

43, bd de Magenta - 75010 Paris
Téléphone : 01 53 38 99 99
Télécopie : 01 40 40 90 98
E-mail : journal.differences@free.fr

6 € le numéro • Abonnement : 21 €
(4 numéros par an).

Collectif de direction • Différences • •
Directeur de publication : Mouloud Aounit
• Coordinateur responsable rédaction (*) : J.-C. Dulieu • Responsable productions (*) : S. Goldberg • Administratrice (*) : M.-A. Butez • Imprimerie : Impressions J-M Bordesoules - Téléphone : 05 46 59 01 32 • Commission paritaire : n° 0108H82681 • Dépôt légal : 2003/01 • Photos : FR. LO. PRESTI.

(*) - Bénévoles

21 mars 2004

L'éducation à la citoyenneté contre le racisme fête le printemps

Par **Monique Lellouche**
Secrétaire nationale

En ce printemps 2004, les inquiétudes et interrogations redoublent, sur fonds d'élections en France. Les discriminations, la banalisation de tous les racismes, de la haine, les replis communautaires en découlant, les ghettos y compris à l'école alimentent les intégrismes, les peurs, le vote pour l'extrême droite.

Seule l'Education à la citoyenneté contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, démarche de prévention auprès des jeunes, peut jeter en profondeur les bases d'une société de demain plus égalitaire et plus juste. Le but de l'éducation à la citoyenneté est alors d'amener les jeunes à s'en-



Journée de formation à l'éducation à la citoyenneté dans le Nord.

gager pour un monde où le racisme et les discriminations pourraient enfin céder le pas à la solidarité et à l'amitié entre les peuples.

Ces actions existent, tout au long de l'année dans bon nombre de comités locaux, avec un temps fort autour du 21 mars. Le moment est venu de les mettre en perspective, de tirer les lignes de force des évolutions. De plus en plus de comités locaux engagés dans l'éducation contre le racisme créent des outils, jeux, mallettes pédagogiques, expositions, vidéo... Les activités culturelles et inter-

culturelles antiracistes se multiplient, notamment théâtrales, festives et conviviales. Les partenariats s'élargissent aux institutions (Inspection, REP, IUFM...) et aux syndicats enseignants. Ces activités concernent de plus en plus non seulement les élèves dans les structures scolaires mais aussi les jeunes de milieu rural et des quartiers populaires, dans les centres sociaux, de loisirs, maisons de jeunes, foyers, etc.

Quatre exemples, parmi beaucoup d'autres, témoignent de ces pratiques à Vitrolles, Lille, Rouen et Rennes.

Enfin, il existe de plus en plus d'échanges d'expériences et d'outils entre les comités locaux (c'est la conception même du jeu de Vitrolles). L'utilisation d'Internet permettant une accélération de ces pratiques (sites locaux et nationale du MRAP). Le secteur Education du MRAP pense que cette mutualisation est très positive et souhaite la favoriser.

Ainsi, le 5 juin 2004, les travaux de tous les comités locaux engagés dans l'éducation à la citoyenneté seront exposés à Paris en présence de nos partenaires de la Semaine d'Education Contre le Racisme. De la même façon, le secteur Education ; avec les comités locaux qui le souhaitent, organise des formations pour les militants qui interviennent auprès des jeunes ; par exemple à Bobigny le 6 décembre 2003, à Lille le 7 février 2004, à Montpellier le 6 mars 2004 et à Perpignan les 20 et 21 mars 2004.

Toutes ces actions, tous ces échanges montrent la richesse de notre mouvement, donnent un immense espoir qui permet de puiser de nouvelles forces pour s'engager avec plus d'efficacité encore dans l'éducation à la citoyenneté contre le racisme.

Education à la citoyenneté 59/62

Cette année, à l'occasion du 55^e anniversaire du MRAP, le collectif régional Nord/Pas-de-Calais (soit 8 comités locaux) a décidé de mettre tout particulièrement l'accent sur la dimension pédagogique de son combat.

Déjà en 2003, nous avons participé à une soixantaine de débats et de discussions dans les écoles et autres établissements d'éducation et de formation et ce sont ainsi plus de 250 lieux (écoles, collèges, etc.) de la région qui ont accueillis nos militants ou simplement notre

matériel pédagogique, lequel peut maintenant être réservé en ligne, via notre site internet et sa section de présentation du matériel disponible (http://mrp-nord.org/rubrique1.php?id_rubrique=4).

Pour débiter cette nouvelle année tout particulièrement consacrée à notre activité d'éducation à la citoyenneté, nous avons organisé, le 07 février dernier à Lille, une séance de formation ouverte à tous nos militants. Quelques 25 personnes ont ainsi pu questionner Monique Lellouche et J.-C. Dulieu à loisir sur la manière d'utiliser une

exposition pédagogique, sur celle de lancer un débat ou encore sur la façon d'« accrocher » un auditoire, bref sur toutes les interrogations relatives à leur volonté d'aller dans les lieux d'éducation et de formation porter le discours antiraciste et d'amitié entre les peuples.

D'une façon générale, cette initiative traduit la volonté de notre fédération d'inscrire son travail pédagogique sur le moyen et le long terme plutôt qu'autour d'initiatives ponctuelles comme cela s'est toujours fait jusqu'à présent. Notre objectif est en effet d'entamer autant

que faire se peut, grâce à des militants formés à cet effet, des actions d'éducation à la citoyenneté sur le long terme, en accompagnant par exemple une même classe tout au long de sa scolarité au collège (de la 6^e à la 3^e donc) comme cela se fait à partir de cette année à Escaudain ou encore en organisant en partenariat avec une compagnie théâtrale locale (en l'occurrence, le Jeune Théâtre International de Valenciennes) différentes sessions d'activités théâtrales autour de textes consacrés au racisme dans le valenciennois et l'avesnois.

« Messages » : un projet d'éducation à l'amitié

Par **Evelyne Verlaque**

Notre but en écrivant cet article : fédérer nos énergies. Proposer un projet déjà réalisé et une liste d'outils. Pour discussion et améliorations. Messages, au pluriel, nous a semblé être un thème parlant, facilement adaptable à des publics variés et à des parcours différenciés. En voici donc un mode d'emploi perfectible.

La première idée est d'impulser un travail à l'année, individualisé dans les écoles, collèges ou centres sociaux, mais se référant à des outils communs (une liste d'ouvrages antiracistes et de films utilisables avec des jeunes est consultable sur le site national).

Le but est un moment de rencontres festives autour des productions réalisées, par exemple une exposition au printemps lors de la semaine d'éducation contre le racisme.

Dans notre cas, l'aide de l'Inspection départementale a favorisé la rencon-

tre de partenaires très divers (notamment des instituteurs de classes maternelles qui étaient peu impliqués jusqu'alors), pour fixer un calendrier à étapes citoyennes (17 octobre, 20 novembre, 27 janvier, 21 mars...) et dégager des axes dont voici les plus intéressants :

● **Un contenu ouvert, par le choix très imaginaire du destinataire des messages** : personnage de fiction ou personnalité vivante.

Par exemple, en cette année de la Chine, une maîtresse de CM2 a incité ses élèves à écrire à la jeune héroïne du film « *Le roi des masques* » de Wu Tian-Ming. Cette missive collective parle des droits de l'enfant mais s'attache aussi à choisir les mots justes pour rassurer et partager.

D'autres ont préféré écrire de vraies lettres, ainsi une classe de SEGPA (parcours spécialisé), au Collège Henri Bosco. Après avoir lu « *Il faut désobéir* » (éditions Rue du monde) les adolescents ont souhaité contacter Didier Daeninckx et Pef, pour parler de l'antisémitisme, de l'horreur, mais aussi du courage qui laisse subsister un espoir en l'humanité.

● **Une pluralité d'échanges possibles** : le message quotidien, oral (émission de radio) ou écrit (télégramme, petit mot, missive...) mais aussi le rêve d'envois et de rencontres extraordinaires (la bouteille à la mer, l'envoi de messages portés par des ballons...).

● **La recherche de formes séduisantes** : argumenter par le biais d'une affiche, proposer un message joliment calligraphié, inciter à la réponse par une belle lettre et son enveloppe mail art...

Ce désir de réponse a jailli immédiatement à l'esprit des jeunes, enfants comme adolescents.

Comment obtenir une réponse sur le sujet qui nous occupe ? Par le souci de « l'autre », cette motivation aide à la réussite et place au cœur de l'intérêt un destinataire très important : le visiteur de l'exposition. Comment l'impliquer davantage que par la seule observation des textes et/ou dessins proposés ?

Une exposition interactive

Patricia Sidolle, coordinatrice de réseau d'éducation prioritaire, a le souci d'une visite active lors de l'exposition finale. Elle souhaiterait en effet toucher même de jeunes élèves (grands de maternelle et CP). La consigne donnée au départ a séduit les participants :

ainsi, une classe de sixième réalisera, en arts plastiques, un grand paysage neutre et des silhouettes découpées symbolisant les habitants de différents pays. Le jour de leur visite, les plus jeunes, comme dans un théâtre d'ombres, relèveront les contours des différents personnages sur la toile de fond. Message : la chance de nos différences.

D'autres inventeront jeux et questionnaires, autour de leurs productions, pour lier en mémoire sujets graves et moments d'échanges.

Patricia rassemble, à l'intention des intéressés, des titres d'albums sur le thème de la différence, pour les tout-petits. Elle nous communiquera le contenu de la mallette « maternelles » ainsi constituée.

Ses coups de cœur : « *Mon amour* », de Béatrice Alemagna, chez Autrement/Jeunesse, « *Des papas et des mamans* », de Jeanne Ashbé, chez Pastel/L'école des loisirs, « *L'agneau qui ne voulait pas être un mouton* », de Didier Jean et Zad, chez Syros Jeunesse et Amnesty International.

Les centres sociaux AVES et Calcaïra de Vitrolles souhaitent utiliser l'exposition « Messages », comme point d'appui et travailler, en aval, sur le numéro spécial de « *Différences* » : nos défis en affiches, 1949-2004 (5 euros, sur commande).

Partant d'une analyse et d'une réflexion sur la valeur argumentative de ces vingt affiches symboliques de notre mouvement, les animateurs se proposent de faire créer l'affiche suivante, la vingt et unième qui devrait s'imposer comme suite logique de nos actions... en droite ligne de l'incitation à l'antiracisme et à l'amitié. Productions attendues !

Jouons avec nos différences

Tout en sachant combien un projet à l'année peut être compliqué à suivre pour des bénévoles, nous n'avons pas hésité à vous en proposer un. Le temps peut en effet créer des liens qui propulsent nos actions au-delà de l'attendu.

Ainsi, une merveilleuse surprise ! Marie-Françoise Delarozière, artiste au talent généreux, imagine actuellement une mallette pédagogique « Jouons avec nos différences ». Le contenu réunira un de ses beaux livres : « *Jouets des enfants d'Afrique* » (Editions, UNESCO), 40 panneaux plastifiés en format A3 valorisant l'ingéniosité de ces enfants, et un jeu inédit entièrement conçu et réalisé par elle, sur le thème des cinq continents.

Cette mallette, financée par une subvention régionale, verra le jour, en 25 exemplaires, pour la fête nationale du jeu, le 29 mai 2004, à Vitrolles. Parmi diverses destinations, relevons-en deux un peu particulières : un exemplaire voyageera jusqu'en Albanie, par les soins de notre partenaire ; l'association ALBANIA, qui nous aide à impulser des échanges francophones et solidaires avec ce pays étonnant.

Autre voyage, à l'automne 2004 : grâce à une fructueuse collaboration avec la Fédération du Nord, exposition et jeu seront présentés au salon antiraciste du livre à Valenciennes. Un partage qui renouvelle l'énergie, pour des actions à poursuivre sans relâche !

Réflexions sur l'action du MRAP Ille-et-Vilaine

Par Michèle Fougeron-Delauney

Le MRAP Ille-et-Vilaine a depuis 5 ans défini comme prioritaire l'action éducative. Depuis un certain 21 avril 2002, il a décidé de multiplier ses initiatives dans ce domaine et répond ainsi à une réelle demande du milieu associatif, y compris en milieu rural.



Journée des Droits de l'homme à Valenciennes (Nord).

Il s'efforce depuis un an de varier les interventions dans le domaine éducatif, en diversifiant les approches et en s'adressant à des personnes de tout âge et de tout statut car il ne suffit pas d'agir auprès des jeunes, l'âge-charnière nous semble être celui de l'entrée dans la vie active. Ainsi, il a co-animé trois débats au sein du Forum social local 2003, interviendra lors du festival de cinéma Travelling en février 2004 et lors de la semaine « *Étudiants contre le racisme* » de mars 2004, initiée par l'UNEF.

Nous avons animé, à la demande de cinémas associatifs, des débats avec des jeunes hors cadre scolaire, mais aussi avec des adultes. Nous intervenons aussi à la demande dans un groupe de paroles de quartier.

Certes notre comité n'a pas renoncé à intervenir dans des classes – du primaire au BTS – ainsi que dans un centre d'apprentissage – et répond toujours aux invitations des jeunes ou de leurs professeurs. Il a également été invité à participer à la formation des délégués élèves d'un lycée professionnel. Mais ces interventions ponctuelles auprès des jeunes ne peuvent suffire à endiguer la banalisation rampante du racisme ordinaire et nous nous efforçons de tenter d'autres démarches.

Nous nous appuyons dans cette réflexion sur la définition que donne Jacqueline Costa-Lascaux du racisme : « *C'est d'abord l'ignorance... Ensuite c'est la peur... Enfin, c'est le sentiment de supériorité.* »

Ces trois axes nous paraissent très fructueux et nous incitent à tenter de nouveaux modes d'interventions pour déconstruire les représentations racistes

● L'ignorance, souvent mise en avant, n'est pas seulement l'ignorance de « l'autre », de sa culture et de ses modes de vie, mais aussi l'ignorance de notre passé commun : comment s'est construit le « peuple français », de quel ailleurs et pourquoi ces personnes sont-elles venues, qui les a fait venir, à quels besoins répondait leur présence ? L'approche interculturelle ne suffit évidemment pas.

● La peur, si spontanée et « normale », repose sur des représentations fantasmées qui peuvent faire l'objet d'une approche raisonnée. Un article « *Des Sarrasins aux Beurs, une vieille méfiance* », d'Alain Ruscio, dans le *Monde diplomatique* de février 2004, fournit par exemple des pistes pour déconstruire la représentation de « l'arabe » en travaillant sur les mythes – de Charles Martel au Cid en passant par les Croisades – que la littérature a imprimés sur l'histoire : il n'est pas question de supprimer ces textes des programmes, mais d'éclairer la part de mythe qu'ils véhiculent.

● Le sentiment de supériorité est peut-être le plus difficile à combattre : ne confond-on pas souvent supériorité scientifique et technologique de la société occidentale et supériorité de

l'homme ? La démocratie et les droits de l'homme, modèle universel, ne semblent-ils pas fonder notre propre supériorité ? L'exemple des religions qui toutes se sont revendiquées ou se revendiquent encore comme unique vérité pourrait aider à faire réfléchir à l'ethnocentrisme, cette tentation commune à tous les peuples. Et là aussi, on peut faire prendre conscience que c'est le métissage qui a permis ces progrès comme nous y invite C. Levi-Strauss dans « *Race et histoire* ».

Mais, conçue ainsi, l'éducation antiraciste est un travail de longue haleine, qui doit être porté par tous. C'est pourquoi nous nous efforçons de travailler autre ment avec nos partenaires traditionnels que sont les enseignants et les animateurs :

– est programmée en juin 2004 une journée de réflexion-formation avec des animateurs : le MRAP y participera à la demande d'une association d'éducation populaire pour remettre l'anti-racisme au centre des préoccupations éducatives. Cela pourrait déboucher sur des prolongements intéressants ;

– en novembre 2003, le MRAP Ille-et-Vilaine a animé un stage syndical à Rennes sur « programmes et racisme », avec des professeurs de lycée et collège de diverses disciplines pour amorcer une réflexion sur ce thème.

À notre avis, il faut cesser de faire comme si le professeur d'histoire était seul concerné par cette éducation antiraciste, dans les séquences sur les droits de l'homme : il faut faire valoir cette perspective dans tous les programmes.

Quelques exemples disciplinaires en partant des programmes tels qu'ils sont – même s'il n'est pas interdit de vouloir les améliorer, ainsi que les manuels :

● En sciences économiques et sociales, on peut mettre l'accent sur l'émigration européenne passée, vers les autres continents, en raison de l'expansion coloniale ou des conditions misérables du prolétariat irlandais ou italien ; sur les besoins en main d'œuvre étrangère de l'industrialisation française ; sur les discriminations au travail ...

● En histoire, insister sur les « oubliés de l'histoire » dans les cours sur les deux guerres mondiales ; sur l'esclavage ; sur la colonisation et décolonisation

● En français, faire réfléchir sur les mythes comme ceux déjà évoqués, mais aussi donner sa juste place à l'étude de textes littéraires de la francophonie.

La biologie, la philosophie certes, mais aussi la physique, les mathématiques peuvent fournir des exemples : c'est une vigilance de tous qui doit être mise en œuvre si nous voulons faire bouger les choses. Pour progresser, il faut inscrire l'éducation antiraciste au cœur de tous les enseignements.

Cette initiative a pu se réaliser grâce aux liens avec le SNES. Elle doit être développée, réfléchie et structurée. Elle pourrait fournir un axe d'intervention du MRAP auprès des IUFM ou du ministère.

D'une manière générale, il nous semble nécessaire de développer les actions en lien avec les organisations syndicales de tous les secteurs d'activité : au niveau national, leurs objectifs rejoignent ceux du MRAP, mais il faut localement mettre en action ces convergences. Les militants du MRAP appartiennent souvent aussi à des syndicats ou d'autres associations : ils nous semblent les mieux placés pour faire vivre quotidiennement notre combat au sein de ces organisations.

Semaine d'éducation contre le racisme en Seine-Maritime Point fort d'une activité qui se décline toute l'année

Par Liliane Laimé (*)

Cette année encore, la Semaine d'Éducation contre le racisme est, pour le comité local de Rouen, l'occasion de faire le bilan d'une activité engagée de longue date, poursuivie sur l'ensemble de l'année et dont l'impact ne cesse de croître.

La demande de plus en plus forte en matière d'éducation à la citoyenneté, constitue pour le MRAP, à la fois un encouragement et une incitation à élaborer et renouveler des projets diversifiés.

Projets spécifiques pour l'année scolaire 2003/2004

Constitution de malles de livres

Destinées aux enfants d'âge élémentaire et à destination des instituteurs, ces malles sont composées d'une trentaine d'ouvrages sélectionnés (albums, romans, documentaires, recueils de poèmes, témoignages...) sur le thème de la différence, des Droits de l'Homme et de l'enfant, du racisme dans l'histoire et de la citoyenneté. Pour chacune, une présentation de l'œuvre et des fiches pédagogiques sont proposées à l'enseignant en accord avec les derniers programmes scolaires.

Les fiches proposent des pistes à exploiter en cours de Français (lecture, écrit et oral), en éducation civique, suivant le cycle concerné,

en histoire géographie et éducation artistique. Ce travail a été mené en étroite collaboration avec des professeurs des écoles pour avis professionnel.

Une première malle pour l'école primaire a été présentée lors du XXI^e Festival du livre de la jeunesse les 5, 6, 7 décembre à Rouen.

Lors de la présentation à l'inspection académique de Seine-Maritime, nous avons obtenu un soutien de l'administration qui s'est concrétisé par l'information sur notre initiative, aux écoles et collèges (1 200 établissements touchés). Actuellement, ces malles sont en circulation dans l'agglomération rouennaise.

Culture spectacles

Du 15 au 19 mars prochains, le MRAP organise avec la compagnie culturelle AMANDLA, un projet de sensibilisation sur le racisme en partenariat avec la maison de l'Université de MtST Aignan. Ce projet s'adresse à 2 catégories de public : enfants de 6 à 12 ans et d'étudiants. Il se décline de la façon suivante :

– **mardi 16 mars** : spectacle AMANDLA « Assiya », le matin pour les primaires et l'après midi pour les collèges et quelques centres de formation ;

– **mercredi 17 mars** : le MRAP tient un stand dans la maison de l'université pour rencontrer les étudiants. Diffusion en continu de la cassette « *pas d'histoires, 12 regards sur le racisme* ».

Pendant toute la semaine, exposition de « l'antiracisme s'affiche ». Une conférence est prévue mardi fin d'après midi (participation sous réserve du président de l'université qui est également ethnologue).

Rappelons que la compagnie AMANDLA a été créée en 1998 à l'initiative du MRAP à l'occasion de la commémoration de l'Abolition de l'Esclavage. Depuis 6 ans, une équipe de comédiens venus d'horizons géo-

graphiques et culturels différents, met au service du conte la richesse d'expériences diverses et instaure par le biais du récit, un véritable dialogue des cultures.

Poursuites des activités antérieures traditionnelles

Elles concernent les interventions en milieu scolaire (une vingtaine depuis la rentrée) et dans les centres de loisirs.

– vidéos-débats souvent autour de la cassette « 12 regards sur le racisme » ;

– présentation d'expositions, en particulier « racisme, du préjugé à la discrimination » et « l'antiracisme s'affiche » réalisée par notre comité à partir d'affiches provenant des pays de la CEE sur le thème « l'Europe, la jeunesse et le sport » ;

– animations autour du jeu de Loi qui rencontre toujours le même succès (7 depuis la rentrée) ;

– des émissions de radio, notamment sur la radio HDR (Hauts de Rouen : quartiers à forte population d'origines étrangères diverses) ;

– à cela s'ajoute la participation aux différentes manifestations culturelles : forums et festivals.

Actions de formation

Conscient de sa faiblesse pour répondre à l'importance de la tâche que représente l'Éducation à la Citoyenneté, le MRAP de Rouen s'efforce de trouver des relais en assurant des actions de formation :

– travail en partenariat avec les CEMEA, et les FRANCAS pour intervenir dans des formations professionnelles (BAPAAT, BEATEP). Quatre séances ont déjà eu lieu ;

– organisation de stages de formation juridiques pour les militants...

Conclusion

Pour le comité local de Rouen, le travail dans le domaine pédagogique et éducatif constitue avec la permanence d'Accueil, le volet indispensable de la lutte contre les discriminations.

C'est en effet en agissant à la base, chez les jeunes, que l'on peut le mieux apprendre le respect mutuel et la solidarité et prévenir les comportements racistes. Mais la réussite dans ce domaine est un travail de longue haleine qui nécessite l'établissement de liens, patiemment tissés avec les acteurs de la vie éducative, enseignants, animateurs, travailleurs sociaux, institutions...

Grâce à ces partenariats mais aussi à l'engagement profond des militants, il est possible d'élaborer des projets dont la pertinence est désormais reconnue. Cette reconnaissance nous a permis d'obtenir les financements nécessaires à la gestion quotidienne de nos activités, notamment en recrutant 2 salariés sans lesquels aucun projet ne pourrait être mis en œuvre.

C'est ce travail en commun, partenaires institutionnels, militants, salariés qui est un gage d'efficacité pour tous ceux qui croient encore que l'éducation à la citoyenneté est l'un des pivots de la lutte contre le racisme.

(*) - Présidente de la fédération MRAP Seine-Maritime.

NB : Les comités locaux intéressés par un spectacle de la compagnie AMANDLA, un emalle de livres ou un exemplaire de l'exposition « l'antiracisme s'affiche » peuvent s'adresser au comité local de Rouen. Tél. : 02 35 98 56 25 - Fax : 02 35 98 45 97 - E-mail : MRAP76@wanadoo.fr

Mais où est passée l'extrême droite ?

Mais où est passée l'extrême droite ? Malgré la proximité des élections, n'aurait-elle plus rien à dénoncer, plus rien à critiquer ? Ce serait étonnant... Ou bien s'amuse-t-elle de voir d'autres leaders politiques attiser la peur d'un ennemi sournois et omniprésent... en attendant de « tirer les marrons du feu » ?



Conférence nationale du MRAP à Aubervilliers le 1^{er} février 2004.

Car entre cette peur de l'autre et les théories de l'extrême droite il n'y a qu'un pas, aisé à franchir. Abonder en son sens est un gage de machiavélisme, non de responsabilité politique, même si inexorablement, depuis des années, l'extrême droite gagne du terrain. Si on veut réellement enrayer cette progression, il faut d'abord connaître les ressorts de son idéologie et comprendre les raisons pour lesquelles les électeurs la choisissent. Mais pour cela, il faut considérer que les électeurs opérant ce choix ne le font ni par folie ni par tentation d'irrationalité : adultes majeurs et jouissant de leurs droits civiques, ils choisissent cette idéologie parce qu'elle présente un ensemble de raisonnements qui leur semblent préférables aux autres.

Comme toute idéologie, celle de l'extrême droite est séduisante parce que crédible. Cette crédibilité s'appuie sur quelques principes :

Une apparente rationalité

Cette apparence est fondée sur quatre piliers : la présentation des valeurs à atteindre.

Ces valeurs peuvent être présentées de façon plus ou moins claire. Une étude des différentes « productions » de l'extrême droite montre que cette idéologie vise de manière principale la pureté :

– pureté de la race pour les racistes ;

- pureté de la civilisation pour les néo-racistes ;
- pureté de la nature (l'extrême droite est parfois partisane de l'écologie) ;
- pureté de la religion parfois forcée jusque l'intégrisme (la Vierge est souvent invoquée par l'extrême droite).

Les autres valeurs sont la force vitale et le courage, en vertu desquels les modes de vie médiévaux, les valeurs martiales sont mises en avant. Le recours à Jeanne d'Arc, qui symbolise à la fois la pureté, la féminité et la force, est peu surprenant dans cette idéologie. Il n'est pas beaucoup plus étonnant d'entendre Jean-Marie Le Pen qualifier sa fille Marine de « *virgo intactis* ».

Cette force vitale, étroitement liée à la pureté raciale, ne peut s'accomplir sans une claire différenciation de la virilité et de la féminité. C'est pourquoi les hommes sont dévolus à la compétition et les femmes à la maternité. Tout ce qui est susceptible d'entraver l'accomplissement de la force vitale telle qu'elle est conçue par cette idéologie est considéré sans aménité.

L'extrême droite se veut aussi chantre de la liberté. Mais il s'agit de la liberté du vainqueur, celle obtenue par la force, issue de la compétition et de la domination.

Une perception de l'environnement

Personne ne peut comprendre la totalité du fonctionnement du monde - s'il tant est qu'il « fonctionne ». L'idéologie propose donc de simplifier cet imbroglio.

De manière générale, les perceptions de l'environnement proposées par l'extrême droite sont le plus souvent orientées vers la décadence, et des discours tels que « *la France va mal, elle est menacée, les politiciens sont incapables de la redresser* » sont répandus. On observe donc un grand pessimisme face au monde tel qu'il est.

Mais pour être opérationnelle dans la lutte électorale, une perception de la réalité aussi vague est insuffisante. C'est pourquoi un affinement des perceptions est nécessaire. Une des forces de l'idéologie d'extrême droite réside dans la précision des catégories de perception qu'elle propose.

Ainsi, le Front National édite des petits manuels très révélateurs de ce procédé : lors des campagnes électorales, il diffuse un programme en une quinzaine de chapitres (économie, santé, famille, immigration...) au moyen desquels l'ensemble du monde socio-économique semble révélé de manière systématique. Or, grâce à ces

découpages, l'idéologie introduit le lecteur dans sa propre logique. Ainsi, par exemple, pourquoi créer un chapitre « immigration » et non pas un chapitre « lutte contre le racisme » ?

Les raisonnements proposant d'atteindre ces valeurs

Le principal raisonnement de l'extrême droite relie l'impression de décadence aux valeurs qu'elle prône.

Ce raisonnement est un historicisme : il attribue un sens à l'histoire.

Pour l'extrême droite, au temps jadis, les hommes vivaient dans une société dure, fondée sur les valeurs d'héroïsme, de force, de vitalité, de combat, de pureté etc. Les principales figures reprises par l'extrême droite sont par exemple Clovis, Charlemagne... Mais hélas, cette société est morte avec les Lumières, la Révolution française et les droits de l'homme. La démocratie, l'égalité, la justice ont remplacé les valeurs précédentes : sans compétition, sans élan vital, sans courage ni pureté, la société est inexorablement vouée à la décadence. C'est pourquoi l'extrême droite aime les héros qui par leur trempe s'opposent à la société organisée ou surpassent ses normes : Antigone, Zarathoustra...

Cette décadence est mise en évidence dans tous les chapitres des programmes du Front National. Et bien entendu, ce parti propose des solutions (plus ou moins valables) à chacun des problèmes qu'il a lui-même définis. La difficulté à contrer l'idéologie de ce parti est mise en évidence ici : tenté de se situer sur le terrain de son adversaire en reprenant point par point le programme, le contradicteur doit « tirer hors de sa catégorie ».

L'idéologie de l'extrême droite présente donc une structure de logique apparente : définition des problèmes, présentation des valeurs, et solutions pour atteindre les valeurs. Il n'est donc pas étonnant qu'elle suscite une certaine adhésion. Toutefois, tout le monde sait que l'extrême droite n'est pas un mouvement d'enfants de cœur, et pourtant, ses scores crois-

Il y a donc une certaine adéquation entre l'idéologie de l'extrême droite et les personnes qu'elle tente. Nous ne pouvons présenter tous les cas de figures, mais de nombreuses études montrent que cette adéquation se situe au niveau des perceptions que les électeurs ont de l'environnement.

● En mettant en exergue la décadence (supposée) à laquelle notre société est vouée, l'extrême droite peut susciter l'adhésion de nombreuses personnes victimes de la crise économique et sociale, du chômage, des larcins, de la violence urbaine... En effet, comment ne pas être sensible à ce chant des sirènes s'il correspond à ce qu'on vit quotidiennement ?

● De la même manière, en montrant qu'hier était mieux que demain, il est possible de créer l'approbation de personnes qui craignent l'avenir. Les statistiques montrent que les personnes vivant non pas dans les banlieues, mais à proximité de celles-ci, sont fortement tentées par le vote d'extrême droite. Cette tentation s'explique par la peur, celle de voir arriver un jour dans sa cour ce qu'on redoute, ce qu'on fuit.

● Enfin, par sa mise en cause de la société démocratique actuelle, l'extrême droite peut attirer ceux qui ont perdu foi en la capacité du monde politique à résoudre les différents problèmes économiques et sociaux. Ainsi, Jean-Marie Le Pen évoque « l'établissement », la « bande des quatre », pour railler, défier et dénigrer la classe politique ayant tenu ou tenant les rênes du pouvoir. Mais implicitement, ces attaques se retournent contre le système démocratique dans son ensemble.

Mais l'idéologie de l'extrême droite ne se borne pas à présenter une vision pessimiste du monde. C'est aussi une idéologie qui désigne des ennemis, et qui propose des « solutions ».

De manière générale, les « ennemis » sont ceux qui éloignent la société des valeurs présentées comme étant celles d'autrefois. Ces ennemis sont principalement :

● Les immigrés et leurs descendants, qui sont censés souiller, éloigner la société de la pureté raciale, civilisationnelle, religieuse d'antan, mais aussi du « calme » d'il y a quarante ou cinquante ans. Boucs émissaires de la plupart des maux de la société, les immigrés et leurs enfants fomenteraient une « invasion » de la France. Ils seraient violents, intégristes, profiteurs, paresseux... Ces représentations correspondent à ce que perçoivent certaines personnes de leur environnement, qui entendent aujourd'hui parler d'attentats, de tournantes, d'allocations chômage et d'attribution de logements sociaux... Mais comme l'indiquent leur nom, les droits sociaux sont un droit.

Et lorsque les méfaits de quelques individus peu recommandables sont assignés par suspicion à l'ensemble d'un groupe social, cela s'appelle le racisme, et le racisme est inacceptable.

● Bien qu'ils ne soient pas immigrés, les Juifs ont aussi un statut particulier dans cette idéologie. Les vieilles représentations antisémites (complot...) ont encore cours, et l'antisémitisme des années trente existe encore aujourd'hui. Toutefois, l'extrême droite ne peut plus diffuser ouvertement de propos antisémites, c'est pourquoi elle pro-

cede par allusions, et dénonce ouvertement les lois « liberticides » : Pleven et Gayssot. Tout comme le racisme contre les immigrés, l'antisémitisme est une idéologie qui va dans le sens de la peur de l'autre, et qui, cette fois sur la base de vieilles rumeurs, assigne arbitrairement à un groupe social des caractéristiques dévalorisantes. Et compte tenu des horreurs commises lors de la seconde guerre mondiale, se proclamer aujourd'hui antisémite relève de la pure abjection.

● L'extrême droite désigne aussi des ennemis plus politiques : les communistes (ennemis séculaires) et les autres partis politiques (« l'établissement »), les francs-maçons, les « droits de l'homme », les « fédérastes » (partisans de l'Europe)...

● Enfin, selon les différentes tendances de l'extrême droite, d'autres ennemis peuvent être désignés, par exemple les médecins avorteurs (qui commettent un « holocauste »), les catholiques de gauche, les antimilitaristes, les « judéo-chrétiens », les féministes...

Ayant donné des visages à la peur des électeurs, l'extrême droite peut proposer des solutions « salvatrices » : éradication de l'immigration et retour des immigrés chez eux, entre autres. Des études montrent que ces solutions d'apparente efficacité seraient inopérantes, mais il semble plus facile de mettre en doute des études que des théories présentées avec brio.

Tous ces éléments mettent en évidence la capacité de l'extrême droite à « coller » à la réalité perçue par les électeurs, et à proposer des solutions apparemment incontournables et radi-



cales. Mais la force supplémentaire de cette idéologie réside dans l'amalgame de l'élan vital et de la paralogie. Car cet ensemble de raisonnements forgé sur l'élan vital permet tous les revirements, les déchirements, les adaptations opportunistes, voire les contradictions : peu importe, seuls comptent la force, l'enthousiasme et la volonté de parvenir à ses fins.

En conclusion, comme toutes les théories extrémistes, celle de l'extrême droite est dangereuse, en plus d'être raciste et xénophobe. Il convient à un mouvement comme le nôtre de la comprendre pour mieux la combattre. Mais si nous pouvons la contrer sur ses thématiques racistes, il est de notre devoir de dire au Gouvernement, à tous les partis démocratiques, qu'ils doivent relever le défi des injustices sociales, de la crise économique, qu'ils doivent insuffler un espoir digne de ce nom dans toutes les classes de la société pour faire taire, enfin, ces sirènes du désespoir.

Commission nationale du MRAP sur l'extrême droite



BULLETIN D'ABONNEMENT PROMOTIONNEL DE « DIFFÉRENCES »

- International • Dossier • Education
- Juridique • Immigration • Histoire...

Renvoyez ce bulletin d'abonnement à l'adresse suivante :
Différences, 43 bd de Magenta, 75010 PARIS

Je souscris 4 numéros pour 12 € seulement !

Oui, je profite de l'offre de la revue **Différences**. Je recevrai les quatre numéros à l'adresse suivante :

NOM : PRÉNOM : PROFESSION :

ADRESSE :

Ci-joint mon règlement de 12 € par chèque à l'ordre de **Différences**.

En Iran, il y a des assassins, on fusille pour une fleur de jasmin

Par **Renée Le Mignot**
Secrétaire générale adjointe

Ces vers écrits par Francesca Solleville sous le régime du Shah soutenu par les pays occidentaux sont d'une triste actualité, sauf que l'on ne fusille plus, on pend, on lapide, on coupe des mains, des bras, on arrache des yeux, on donne des dizaines de coups de fouet, on torture.

Depuis le début de l'année, le régime des mollahs a lancé une nouvelle vague de pendaisons publiques pour terroriser la population et freiner la montée des protestations hostiles au pouvoir. Le chef judiciaire du Khouzistan, une province du Sud-Ouest a promis « des exécutions publiques sur une base régulière jusqu'à la fin de l'année dans chaque ville ; il y aura une pendaison tous les 10 à 15 jours ».



Photos extraites du document intitulé « Condamnez les exécutions en Iran ». Contacts : ministère des Affaires Etrangères au Danemark (um@um.dk) ou ministère des Affaires Etrangères en France (01 45 51 60 12).

D'autres formes de châtiments barbares sont exécutées en public. Les bourreaux ont amputé un prisonnier de la main droite sur la place centrale de Hamedan (Ouest) le 5 janvier ; un jeune homme s'est fait amputé d'un bras sur la place Mouchak de Dezfoul (Sud-Ouest) le 3 janvier dans « le cadre des châtiments réservés aux auteurs de troubles ».



La télévision diffuse les scènes d'exécution, précédée la plupart du temps de dizaines de coups de fouet. La barbarie n'a pas de limites : une personne peut être condamnée à plusieurs sentences de mort ; dans ce cas, les bourreaux soulèvent le bras de la grue destiné à pendre le prisonnier et le redescendent alors qu'il est sur le point de suffoquer autant de fois que l'indique la sentence.

Les femmes et les jeunes constituent la majorité des victimes. Des tribunaux pour enfants condamnent des mineurs à la peine capitale. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en novembre 2003 une résolution condamnant les exécutions arbitraires, la torture, les violations des droits humains, notamment des femmes, des minorités ethniques et religieuses en Iran. La lapidation ou précipiter des condamnés du haut d'une falaise constituent des modes courant d'exécutions.

Dans ces conditions l'extradition des Modjahedines iraniens réfugiés en Irak décidée par le Conseil du gouvernement irakien serait une violation du droit international et de la 4^e Convention de Genève. Rappelons que le président des Mollahs qui

réclame cette extradition est l'un des principaux responsables du massacre en quelques semaines de 30 000 prisonniers modjahedines en 1988. Depuis l'arrivée au pouvoir des mollahs, plus de 120 000 prisonniers politiques ont été exécutés. Des personnes ont été exécutées tout simplement pour avoir été en possession d'un tract des Modjahedines. Le



rapporteur de l'ONU pour les détentions arbitraires, M. Joinet, a déclaré sur la BBC après son retour d'Iran : « nous pensons que le traitement réservé aux détenus de la section 209 de la prison d'Evine (où se trouvent les modjahidines) est inhumain et contraire aux droits de l'Homme. Nous demandons qu'une autre délégation se rende en Iran pour enquêter sur les cas de torture ».

Ce qui s'est passé en Iran risque de se reproduire en Turquie. Lorsque le garant de la laïcité est une dictature



militaire cela ne peut que préparer la prise du pouvoir par des intégristes religieux. En Iran, 95 % de la population soutenait Khomeyni, notamment les femmes: il était à leurs yeux le moyen de se débarrasser de la dictature du Chah. Jean-Pierre Dubois, professeur de droit à Paris XI, secrétaire général adjoint de la FIDH, déclarait à la conférence natio-

2004, année de la Chine... et les Droits de l'homme ?



Par **Renée Le Mignot**

Le 24 janvier 2004, le Président chinois Hu Jintao a été reçu avec les honneurs à Paris à l'occasion du Nouvel an chinois ; ce fut également l'occasion de fêter l'année de la Chine en France et le 40^e anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre Paris et Pékin. A la clé, de fabuleux contrats ; il est vrai que vu son nombre d'habitants, la Chine offre aux industriels de sérieuses perspectives. Alors, tout va bien. Tout va bien sauf les Droits de l'homme, mais face aux intérêts économiques des grandes puissances, cela compte si peu ! Le sort des Tibétains n'a pas plus d'importance que celui des Kurdes ou des Tchétchènes et de tant d'autres. D'ailleurs le comité olympique a déjà choisi la Chine pour le déroulement des 29^es jeux olympiques en 2008 malgré l'avis des organisations de défense des Droits de l'homme.



Pratiquante de Falun Gong poursuivie par la police sur la place Tian An Men de Pékin

Le MRAP a peu l'habitude de s'exprimer sur la Chine, et on nous le reproche à juste raison notamment à propos de la peine de mort. Il ne s'agit en aucun cas d'un choix politique; nous le réaffirmons avec force; le droit des peuples, les droits de l'Homme comme le combat contre tous les racismes sont un et indivisible. Il s'agit tout simplement hélas d'un manque de militants.

Alors à l'occasion de l'année de la Chine en France, nous avons choisi de donner la parole à des organisations amies plus spécialisées sur cette question, ou à ceux qui ne l'ont jamais.

En effet, les violations des droits de l'Homme s'aggravent à bien des égards. La Chine pratique à elle seule plus d'exécutions que le reste du monde; la liste des délits passibles de cette sentence barbare s'allonge.

Des centaines de milliers de personnes sont détenues de manière arbitraire souvent sans jugement. La pratique de la torture s'intensifie depuis la mise en place de la campagne « frapper fort » en 2001 pour l'extorsion « d'aveux ».

La répression frappe particulièrement les personnes accusées d'être des

« séparatistes » (les Tibétains notamment), des syndicalistes ou des membres du mouvement philosophique « Falun Gong ».

Les autorités chinoises ont invoqué les attentats du 11 septembre pour justifier l'intensification de leur répression contre la communauté ouïghane, notamment après que les Etats-Unis eurent placé le Mouvement islamique du Turkestan oriental sur la liste des « organisations terroristes ».

Tohti Tunyaz, par exemple, a été condamné à 11 ans de détention en mars 1999 pour ses travaux de recherche universitaire sur l'histoire des Ouïghours. Sa condamnation a été confirmée en appel en février 2000 ; il est toujours en prison.

à la liberté

有 人 有 權 享
生 命 自 由

Tout individu a droit à la vie,

et à la sûreté de sa personne.

Article 3 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme

Droits de l'homme : état des lieux

Malgré l'adhésion de la Chine à l'OMC, malgré ses spectaculaires progrès économiques salués par l'ensemble de la presse occidentale, malgré les changements intervenus à la tête de l'Etat et l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération de dirigeants en mars 2003, la situation des droits de l'homme reste d'une brûlante actualité dans ce pays. L'année de la Chine organisée en France va mettre en relief la culture chinoise, l'organisation des jeux olympiques à Pékin est un vrai succès diplomatique pour l'empire du milieu, mais les violations des droits de l'homme se poursuivent sans aucun contrôle et sans grand espoir de recours pour les victimes.



Personne n'est à l'abri, mais certaines populations sont plus particulièrement menacées, qu'il s'agisse des opposants politiques, des syndicalistes, des minorités ethniques (Ouighours et Tibétains) ou religieuses (chrétiens, musulmans, membres du mouvement Fa Lun Gong), mais aussi des prostituées, des internautes, des réfugiés nord-coréens ou des médecins.

Les centres de «détention et rapatriement», véritable système de détention parallèle, accueillent des travailleurs migrants venus de la campagne, vagabonds, enfants sans abri ou prostituées, détenus sans inculpation et qui seront rapidement remis dans des trains en direction de leur village d'origine (probablement plus d'un million de personnes en 2020). Il s'agit souvent de simples hangars où règnent la promiscuité et des conditions d'hygiène tout à fait insuffisantes. Ce système a été officiellement aboli en juin 2003, mais il ne semble pas destiné à disparaître rapidement.

Le LAOJIAO, centre de rééducation par le travail, relève du droit administratif et dépend de la Sécurité Publique, c'est-à-dire de la police et des autorités locales. Le placement des condamnés se fait sans inculpation ni jugement et donc sans possibilité de réexamen judiciaire, ni assistance d'un avocat. Une grande place est laissée au libre arbitre des fonctionnaires locaux, les condamnations sont de un à trois ans renouvelables, sans limite

dans le temps. On compterait plusieurs centaines de milliers de personnes concernées.

Le LAOGAI, ou camp de réforme par le travail, relève du droit pénal. Il dépend d'une procédure judiciaire (procès, jugement et condamnation) ; les condamnés doivent travailler soit dans des prisons, soit dans des camps de travail. Là encore, on estime à plusieurs centaines de milliers le nombre de prisonniers. Bien que la Chine ait ratifié la Convention contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants, de nombreuses informations continuent à arriver faisant état de torture et autres mauvais traitements dans divers lieux de détention, touchant aussi bien les prisonniers de droit commun que les prisonniers politiques. (passages à tabac systématiques, coups visant délibérément la région des reins ou du foie, suspension par les bras, décharges électriques, sévices sexuels, en particulier pour les prostituées, nourriture insuffisante, manque de repos etc.). Ainsi, les pratiquants du mouvement Fa Lun Gong, seraient systématiquement menacés ; une unité spéciale, le « bureau 610 » aurait été mis en place à Pékin avec pour mission d'orchestrer la campagne contre ce mouvement. Il aurait donné des instructions verbales autorisant la police et les pouvoirs publics à sortir du cadre légal pour mieux le combattre, c'est-

à-dire qu'il accorderait l'immunité à toute personne responsable de la mort en détention, des suites de brutalités, d'un membre du Fa Lun Gong. Selon les mêmes sources, plus de 700 pratiquants seraient morts en détention depuis l'interdiction du mouvement, en juillet 1999, beaucoup de ces décès étant présentés officiellement comme suicides. Les corps seraient incinérés à la hâte, avant que les familles puissent les voir ou qu'une autopsie puisse être réalisée.

Les cas les plus graves de torture se produisent à la prison de Quincheng, à Pékin, mais A.I. cite aussi le témoignage particulièrement accablant et insoutenable de Zhang Shanguang, prisonnier de conscience détenu à la prison n° 1 de la province de Hunan.

Ces pratiques qui violent la loi sont même reconnues par de hauts fonctionnaires chinois qui les condamnent vigoureusement. Cependant, aucune réforme institutionnelle ou judiciaire n'a été entreprise afin de mettre réellement fin à cet état de choses. Une nouvelle réglementation édictée par le ministère de la Sécurité Publique devait entrer en vigueur en janvier 2004 mais encore faudrait-il qu'elle soit réellement appliquée.

Enfin, on ignore trop souvent que la Chine s'est inspirée de l'Union Soviétique en recourant à la psychiatrie à caractère politique, les opposants à l'autorité ne pouvant manifestement qu'être atteints par une «psychose politique» ou «maladie politico-mentale». Le diagnostic est essentiellement confié à la police et il serait professionnellement suicidaire pour des psychiatres de s'élever contre des décisions policières. Un exemple de dissident interné ainsi à titre de sanction dans un établissement psychiatrique (à savoir celui d'Angkang) a été celui de Wang Wanxing, défenseur de longue date des droits de l'homme.

Joëlle Larible

Bénévole à l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, 7, rue Georges-Lardennois, 75019 Paris, E-Mail : acat.france@acat.asso.fr) le texte s'appuie sur les dossiers réalisés par Amnesty International

La Chine en campagne

Par Céline Bretel (*)

En 2008 se tiendront, à Beijing, les 29^e jeux olympiques d'été. Pour que le spectacle soit parfait, le gouvernement de Pékin aura « nettoyé » le pays : chaque manifestation internationale provoque en effet vagues d'arrestations et exécutions par centaines. En France, « l'Année de la Chine » célèbre en grandes pompes sa toute puissance économique et ferme les yeux sur plus de 3 000 exécutions par an. A la veille de la visite en France du Président chinois Hu Jintao, regard sur un « système capital ».

27 septembre 2002 : un tribunal de la préfecture de Liuzhu, dans la région autonome du Guangxi Zhuang, condamne à la peine capitale Wei Kesong, 23 ans, pour trafic de drogue. 28 septembre 2002 : Liu, 45 ans, est exécuté pour avoir sectionné des câbles électriques et téléphoniques dont il faisait un trafic.

29 septembre 2002 : Guangzhou exécutions en série pour homicide et trafic de drogue en prévision de la fête nationale chinoise du 1^{er} octobre. Journées ordinaires en Chine. Avec une estimation (fourchette basse) de 3 000 exécutions pour la seule année 2002, Beijing met à mort plus de condamnés que l'ensemble du reste du monde. Et la liste des infractions passibles de la peine de mort ne cesse de s'allonger. Le pouvoir en place prétend ainsi préserver la sécurité de ses citoyens face à la multiplication des actes de délinquance que susciterait le développement du capitalisme. Ainsi, depuis 1997, la corruption est très souvent passible de mort. Durant ces campagnes politiques, qui reviennent de façon cyclique, des quotas de condamnés sont déterminés à l'avance



Le sens du spectacle

La peine de mort a toujours donné lieu à de véritables campagnes du pouvoir. « Celle de 1983 a éradiqué 50 000 personnes » estime Liu Qing, président de « Human Rights in China ». En 1996, la campagne « frapper fort » fait 4469 morts. Reprise par le président Jiang Zemin en avril 2001, elle s'est poursuivie sans interruption en 2002. « La plupart des sentences sont prononcées devant de gigantesques foules rassemblées dans des stades ou sur de grandes places publiques. Les prisonniers y sont transportés dans des camions sans toit. Mais la population chinoise ne s'en émeut plus guère, habituée qu'elle est à voir passer ces charretées de condamnés à mort », constate Marie Holzman, sinologue. Sur les murs des villes de grandes affiches présentent les délinquants : ceux qui sont barrés d'un « X » ont été exécutés.

Quotas de condamnés

Le pouvoir en place prétend ainsi préserver la sécurité de ses citoyens face à la multiplication des actes de délinquance que susciterait le développement du capitalisme.

Ainsi, depuis 1997, la corruption est très souvent passible de mort. Durant ces campagnes politiques, qui reviennent de façon cyclique, des quotas de condamnés sont déterminés à l'avance

et imposés aux autorités locales. Soit environ une quarantaine de personnes chaque semaine dans les années 90 - ce qui donne, selon les données d'Amnesty International, plus de 29 500 condamnés à mort et 19 500 exécutions de 1 990 à 2 000. Les événements internationaux sont encore un prétexte pour intensifier la répression : la célébration du 26 juin 2002, Journée Internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues, a donné lieu à pas moins de 150 exécutions à travers le pays pour infractions sur les stupéfiants.

20 % des Chinois pour plus d'exécutions

Le climat ambiant n'encourage en rien à la protestation. La population se montre même, dans l'ensemble, favorable à cette intense répression : 20 % des chinois souhaiteraient plus d'exécutions. « La question du maintien de la sécurité est un des enjeux décisifs sur lequel le régime joue son avenir. La population attend du pouvoir deux choses en échange de quoi elle compose avec le système : l'augmentation régulière du niveau de vie et l'ordre public. Elle est excédée par la délinquance économique, et la corruption des cadres notamment », constate le sinologue Jean-Luc Domenach. Le pouvoir donne donc au peuple le sentiment qu'il protège ses intérêts afin de réaffirmer son assise. De fait, si Liu

Jiacheng, vice-président de la Cour Suprême chinoise, a annoncé, le 11 mars 2002, que serait désormais privilégiée la mise à mort par injection létale (plus humaine selon ses termes), le maintien de la peine de mort elle-même n'a fait l'objet d'aucun débat.

Quant à contester, ceux qui, journalistes ou avocats, osent dénoncer ces excès risquent l'emprisonnement ; la presse et la justice sont muselées par le pouvoir. He Qinglian, sociologue, auteur du best-seller La Chine au piège de la modernisation, a fui précipitamment la Chine pour éviter son arrestation en juin 2001. Mais ça et là, des voix commencent à se faire entendre qui rentrent en résistance sur le territoire même. Comme ce petit-mais grandissant- groupe d'avocats, menés par Liu Yunlong de Nanchang, qui milite pour l'abolition ou du moins la limitation de la peine de mort. Ils dénoncent la trop grande sévérité du code pénal actuel qui, en outre, n'offre qu'un simulacre d'appel pour les prévenus. Ils doivent cependant affronter, pour l'instant, l'indifférence de la population chinoise et de l'opinion internationale.

(*) - « Ensemble Contre la Peine de Mort ». ECPM : 5, rue Primatice, 75013 Paris. Tél. : 0147076160 - Fax : 0147076510. Mail : ecpm@abolition-ecpm.org

Ensemble contre la peine de mort

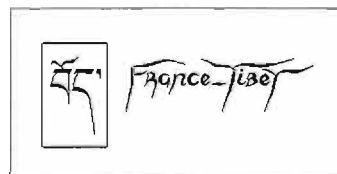
Un cri d'alarme pour les peuples tibétain, ouïghour et mongol, colonisés par la Chine



Gouache du peintre Claude-Max Lochu représentant le précédent et le jeune Panchen Lama. Agé de 15 ans, en résidence surveillée depuis plus de 8 ans, c'est le plus jeune prisonnier politique au monde.

Le Peuple tibétain et sa culture sont en réel danger de disparition pour l'humanité, c'est aussi le cas des Peuples ouïghour et mongol également colonisés par la Chine.

En 1949, la Chine envahit dans un bain de sang son voisin le Tibet alors indépendant et entame dès lors une colonisation et un véritable génocide du Peuple tibétain. Pendant 10 ans, le jeune Dalai Lama tentera de plaider la cause de son Peuple auprès de l'occupant. Un complot visant sa personne entraînera sa fuite en Inde et le soulèvement du 10 mars 1959, à Lhassa, où des dizaines de milliers de Tibétains périrent. On estime à 1 million 200 000 le nombre de Tibétains morts suite à la politique totalitaire du régime chinois au Tibet.



Comparé aux 6 millions de Tibétains, on doit parler d'un génocide. Aujourd'hui encore, il y a urgence car les violations des Droits de l'Homme et crimes contre l'humanité se multiplient, notamment les avortements imposés (parfois jusqu'au 8-9^e mois de grossesse), la stérilisation forcée des jeunes filles et des femmes tibétaines, les enlèvements, les assassinats, les disparitions de personnes, les arrestations et condamnations arbitraires, la peine de mort appliquée sans appel, l'emploi avéré de la torture, les exécutions, les travaux forcés, les viols, les famines, les suicides par désespoir.

La vie quotidienne des Tibétains est empreinte de discrimination raciale conduisant à la malnutrition, une faible éducation et le sous-emploi des Tibétains dans un contexte de pillage des ressources entraînant de véritables catastrophes écologiques sur le toit du monde.

Risque de disparition d'une culture unique

La répression qui touche les monastères risque de faire disparaître la plus riche tradition de culture bouddhiste au monde. La transmission de cette culture s'opérait suivant une tradition orale. Beaucoup d'érudits sont morts aujourd'hui, et leur savoir est perdu pour l'humanité. Plus de 6 000 monastères ont été détruits. Des bibliothèques réputées, aux livres irremplaçables, certains du VII^e siècle provenant d'Inde, ont été brûlées, une perte pour le patrimoine de l'humanité. Encore actuellement, les Tibétains sont expulsés par la force et leurs quartiers détruits. Il est interdit de détenir un portrait du Dalai Lama. Les moines et les nonnes doivent dénoncer par écrit le Dalai Lama au cours de séances intensives de rééducation.

En 1995, Gendhun Choekyi Nyima, un enfant de 6 ans reconnu par le Dalai Lama comme réincarnation du Xe Panchen Lama a été arrêté avec

sa famille. Fait sans précédent dans l'histoire du Tibet, le gouvernement chinois ne reconnaissait pas au Dalai Lama le droit de désigner le Panchen Lama et avait désigné arbitrairement un autre enfant, Gyaincain Norbu, fils d'un membre du Parti Communiste chinois. Depuis près de 7 ans, Gendhun Choekyi Nyima et sa famille sont détenus en Chine sans que personne ne soit autorisé à leur rendre visite. Pourtant, dans un Appel coordonné par France-Tibet pour le plus jeune prisonnier politique du monde, 390 associations et personnalités demandent qu'une délégation du Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU rende visite à Gendhun et à sa famille.

Tous les ans, environ 3 000 Tibétains fuient le Tibet. Un tiers sont des enfants de moins de 18 ans recherchant une éducation en exil. De nombreux exilés doivent faire l'objet de soins immédiats, et subissent fréquemment des amputations. Un grand nombre meurt en cours de route.

Détention arbitraire des prisonniers politiques

Confrontés à la destruction de leur culture, à la misère, la malnutrition, l'absence d'éducation, l'exploitation coloniale et les désastres écologiques, les Tibétains, les Ouïghours et les Mongols n'ont pas le droit de protester. Au Tibet, les Tibétains ne peuvent jouir de leurs droits fondamentaux de liberté d'expression et de religion. Chaque année, des centaines d'entre eux sont arrêtés pour s'être exprimé pacifiquement. De plus, depuis 1996, une campagne de « rééducation » des monastères dite « frapper fort » a mené à l'expulsion d'au moins 11 409 religieux et à l'emprisonnement d'au moins 541 d'entre eux. Bien qu'ayant signé la Convention Internationale des Droits Civils et Politiques, la République Populaire de Chine ne réussit pas à garantir ces droits. Les conditions des prisons au Tibet sont terribles comme



en ont témoigné eux-mêmes les prisonniers de Drapchi par une lettre qu'ils ont courageusement fait parvenir à l'extérieur. La réalité de ces dures conditions (malnutrition, promiscuité induisant un nombre élevé de tuberculoses, absence de lit) est aussi attestée par les témoignages des anciens prisonniers qui ont pu sortir.

Lobsang Dhondup et Tenzin Delek Rinpotché, accusés d'être les auteurs d'une série d'explosions dans le Kham, ont été arrêtés en avril 2002 et condamnés à mort 8 mois plus tard, le 2 décembre 2002, sans preuve ni procès équitable.

Tenzin Delek Rinpotché s'est déclaré innocent des accusations et a fait appel. Ce haut Lama est engagé dans la préservation de la culture tibétaine. En 78, il s'est entretenu avec l'ancien Panchen Lama qui venait d'être libéré après 13 ans de prison. Il rencontre également la première délégation de représentants du Dalai Lama visitant le Tibet en 1979. Il séjournera en Inde entre 1982 et 1987 au Monastère de Drépoung et fut reçu par le Dalai Lama. A son retour au Tibet, il entreprend la construction d'un Monastère. En raison de l'opposition des autorités locales, il ne pourra le réaliser qu'après avoir recherché et obtenu l'appui du Panchen Lama, en 89, à Pékin. Tenzin Delek Rinpotché est connu comme un dirigeant spirituel non violent, engagé dans une importante action sociale. Il n'a jamais été impli-

qué dans une manifestation politique. A la suite d'explosions en avril 2002 à Chengdu (Sichuan), Tenzin Delek Rinpotché fut accusé et il a été immédiatement arrêté avec 4 de ses assistants.

Devant l'intense mobilisation internationale, le 2^e procès fut déclaré secret d'état et conduit à huis clos. Lobsang Dhondup fut exécuté le dimanche 26 janvier, le jour même de la confirmation du verdict, en dépit des protestations du Parlement Européen et alors que le gouvernement chinois avait promis à une délégation américaine une révision à longue échéance de son procès. L'appel de Tenzin Delek a été rejeté et sa condamnation à mort avec un sursis de 2 ans fut confirmée.

Au cours de son emprisonnement d'Avril à Janvier, Lobsang Dhondup a subi de terribles tortures, comme en atteste des témoignages de ceux qui ont vu son corps mutilé (notamment une oreille coupée). Le corps ne fut pas montré à la famille, qui

ne reçut que les cendres du supplicié. On pense que Tenzin Delek Rinpotché a aussi été torturé, et sa santé s'est gravement détériorée, comme malheureusement trop de prisonniers en Chine.

Lorsqu'ils sont libérés, les anciens prisonniers ne peuvent souvent pas réintégrer leur ancien travail ou monastère. Beaucoup sont conduits à l'exil. De nombreux exilés doivent faire l'objet de soins immédiats, et subissent fréquemment des amputations. Un grand nombre meurt en cours de route.

Actuellement l'association France-Tibet entreprend un programme de parrainages en France pour les anciens prisonniers politiques pris en charge à Dharamsala par l'association tibétaine Gu-Chu-Sum. Cette Organisation Non-Gouvernementale, soutenue par le Dalai Lama, a été établie par un ancien prisonnier politique, le Vénérable Yeshe Togden. Les dons des particuliers sont intégralement versés à l'ONG Gu-Chu-

Sum et un reçu est envoyé pour déduction fiscale.

Réagissons ! Si vous vous sentez concernés par cette cause, vous pouvez écrire à vos Députés et Sénateurs pour leur faire connaître la réalité de la situation.

Vous pouvez leur demander :

- De rejoindre les Groupes Tibet de l'Assemblée Nationale et du Sénat.
- D'écrire à France-Tibet pour soutenir l'Appel pour le plus jeune prisonnier politique du monde, le Panchen Lama.
- D'écrire au ministère des Affaires Etrangères et à la Présidence de la République pour que la France fasse nommer un Rapporteur Européen pour le Tibet, dans le but de promouvoir les négociations sino-tibétaines.

Le Dalai Lama représente la clé des futures négociations sino-tibétaines. La Chine ne reconnaît pas le Gouvernement tibétain en exil et accepterait uniquement de discuter avec

le Dalai Lama, et en tant qu'institution, c'est dire à quel point il est crucial que les négociations se produisent du vivant du Dalai Lama. Le Dalai Lama s'est exprimé constamment pour dire qu'il renonçait à l'indépendance, recherchant une autonomie réelle du Tibet à l'intérieur de la République populaire de Chine, qu'il reconnaît comme légitime. La voie médiane du Dalai Lama a pour but la sauvegarde d'un Peuple en péril, elle a été acceptée par 66 % des Tibétains en exil, consultés par référendum.

Pour plus d'informations vous pouvez contacter : France-Tibet, 10 rue Jean Macé, 75011 PARIS. E-mail : france.tibet@tibet.fr - Site Web : <http://www.tibet.fr>

France-Tibet a eu la gentillesse d'écrire pour « Différences » deux versions, une courte et une longue ; la « version longue » de cet article (6 pages) est disponible au siège du MRAP et peut vous être envoyée si vous en faites la demande.

La répression du Falun Gong une seconde « révolution culturelle » en Chine

Le mouvement Falun Gong subit les foudres du régime chinois depuis 1999, période à laquelle sa popularité n'a plus été acceptée par certains dirigeants chinois, qui y ont vu une concurrence directe au Parti Communiste. Interdit depuis le 20 juillet 1999, il offre pourtant depuis 4 ans l'exemple d'une résistance populaire pacifique contre laquelle les arrestations et les tortures ne peuvent rien.

Le Falun Gong (« méthode de la Roue de la Loi ») est une des nombreuses pratiques traditionnelles chinoises regroupées sous le nom de « Qigong » (1). Elle s'est popularisée en Chine au début des années 90 avec d'abord le soutien du gouvernement chinois qui voyait d'un bon œil ses effets positifs en terme de santé et de moralité.

En Chine, sa répression présente des parallèles frappants avec la Révolution Culturelle. La politique répressive implique la participation active de chaque ville et jusqu'à chaque citoyen, récompensé en cas de dénonciation d'un pratiquant de Falun Gong. Une propagande télévisée régulière appelle le peuple chinois à combattre et détruire « l'ennemi intérieur » en l'accusant de tous

les crimes imaginables, et incite le peuple chinois à la haine.

Les pratiquants de Falun Gong arrêtés subissent systématiquement un lavage de cerveau dans des centres spécialisés, organisés pour chaque arrondissement des grandes villes, ainsi qu'au niveau cantonal et régional.

Des personnes disparaissent ainsi pendant des mois, sans que leur travail ou leur famille puisse avoir de nouvelles d'eux. Ceux que les pressions, les drogues et les mauvais traitements n'ont pas « transformés » et qui ont refusé de renier leur croyance sont envoyés dans des camps de travaux forcés ou condamnés à la prison.

Les fonctionnaires chinois sont récompensés financièrement ou punis en fonction de leurs résultats

dans la « transformation » des pratiquants, et ont liberté absolue en terme de méthode (2).

« Les cas de mort seront considérés comme des suicides »

La torture est ainsi devenue un outil systématique pour briser la volonté et détruire psychologiquement les



Mme Zhao, nuque brisée par la police (décédée d'un an)



Les jambes brûlées au fer d'un pratiquant de Falun Gong

pratiquants de Falun Gong, appuyée par la garantie d'impunité offerte par les ordres de Jiang Zemin : « Ruinez-les, détruisez leur réputation, éliminez-les ». Les moyens incluent les coups, les électrochocs, les dispositifs mécaniques pour briser les membres ou arracher les dents, la noyade, le froid, l'isolement pendant des mois dans des cages sans lumière, trop

basses pour tenir debout et trop étroites pour s'allonger...

Plusieurs milliers de personnes seraient mortes suite aux tortures, dont plus de 800 sont déjà identifiées. D'après le gouvernement chinois (3), 73 000 pratiquants de Falun Gong sont emprisonnés dans des camps de travaux forcés, chiffre que les spécialistes de la Chine multiplient en général par 5.

Depuis 4 ans, les pratiquants de Falun Gong font face à cette persécution avec pacifisme, mais avec courage et détermination. En Chine, par des brochures, coups de téléphone, et même en utilisant la télévision d'Etat, ils informent sans relâche le peuple chinois de la réalité de la répression, et de l'innocence de leur pratique ; à l'étranger, ils recensent les cas de tortures et de mauvais traitements et animent des sites Internet d'information.

C'est la première fois dans l'histoire de la Chine contemporaine que la dictature, malgré tous ses moyens et sa violence, échoue à détruire un groupe. Les pratiquants de Falun Gong résistent et s'en tiennent à leur éthique : authenticité, compassion, patience.

En écrivant à vos élus et en leur demandant d'intervenir auprès du gouvernement français, vous agirez efficacement pour faire cesser cette répression.

Association Falun Gong France
15, avenue Ambroise-Rendu
75019 PARIS
e mail : collectif.chine@free.fr

(1) - Les exercices comme le Qigong sont un héritage culturel millénaire, qui enseigne des principes philosophiques taoïstes, bouddhistes ou confucianistes. Le point commun des méthodes traditionnelles est d'insister sur la vertu, la bonté (en Asie, corps et esprit sont considérés comme une même chose). La popularité du Falun Gong s'explique sans doute par le fait qu'il a permis au peuple chinois de renouer avec cet héritage culturel, tout en offrant un chemin vers plus de sagesse et de spiritualité. Pour autant il n'est pas une religion et s'est toujours transmis gratuitement et sans inscription, sous la forme d'une pratique libre.

Le Falun Gong est rapidement devenu un phénomène sans précédent de par l'ampleur de sa popularité : le gouvernement chinois estimait en 1998 à 80 millions le nombre de personnes s'y exerçant, ce qui explique en partie la répression qu'il subit aujourd'hui. En 1999, le président chinois Jiang Zemin l'a interdit sous l'accusation d'être une « organisation illégale perturbant l'ordre public ». L'argumentaire a ensuite évolué, qualifiant le Falun Gong de « religion diabolique », puis d'ennemi de la Chine « allié à des puissances étrangères ».

Extraits de témoignages récents (janvier 2004)

[...] « Mais, il était plus difficile de supporter notre douleur mentale que les douleurs physiques. Chaque jour nous avions une grande inquiétude. Quand nous nous levions chaque matin, nous n'étions pas sûres de ce qui se produirait ce jour-là. Quand la police appelait un pratiquant, nous nous inquiétions pour lui ou elle, nous demandant ce qui se produirait et s'il ou elle reviendrait. Chaque nuit, nos ravisseurs faisaient l'appel de présence avant le coucher. Nous nous voyions pendant l'appel de présence, mais quelqu'un pouvait ne pas être présent le matin suivant ; il disparaissait sans aucune trace. C'était un grand réconfort de nous voir le matin et nous nous encourageions, même avec juste un coup d'œil ou un sourire rapide. Sous une telle pression, les cheveux de certains sont devenus blancs. Maintenant, je dois teindre mes cheveux. »

« Zhang Siying a un problème mental. Il n'accepte pas l'argent que je lui donne et il insiste pour pratiquer le Falun Gong. Cela ne montre-t-il pas qu'il a un pro-

blème mental ? » (phrase du policier Wang Tianyi)

Le jour suivant, Wang Tianyi a amené plusieurs hommes pour enlever M. Zhang et le placer dans l'hôpital psychiatrique de Zhoukou pour continuer à le persécuter. Quelques jours plus tard, la mère de Zhang, âgée de plus de 70 ans, a finalement situé l'hôpital avec grande difficulté. M. Zhang a dit à sa mère : « Ils m'ont attaché les mains et les pieds et ils m'ont injecté une substance au sommet du crâne. Après l'injection, je n'étais plus conscient de rien ». Sa mère est allée dire au médecin que son fils n'avait aucun problème ou antécédents de maladie mentale. Elle a demandé au médecin de lui dire quelle substance avait été injectée à son fils. Le docteur a répondu : « Quelque chose pour lui éclaircir les idées. Une fois qu'il aura les idées claires, tout ira bien. »

Ils ont torturé Yu en utilisant une cruelle méthode de torture appelée « arrêter un véhicule en freinant ». Dans cette méthode de torture, la personne est forcée de se tenir à environ un demi mètre d'un mur tout en penchant son corps à moitié avec la tête orientée vers le mur. Quand la personne reçoit soudainement un coup

de pied par derrière, sa tête cogne contre le mur. Yu a été soumis à ces sessions de coups de pieds à plusieurs reprises. Après des périodes prolongées de cette torture, le dessus de sa tête présentait de profondes fissures sanglantes. Il a souffert d'une commotion cérébrale sévère et ensuite d'une dépression à force d'être si horriblement torturé. Dans le but d'esquiver sa responsabilité pour les blessures physiques et mentales de Yu, Qu Xiu-feng, le chef du centre de détention, a raconté aux gens, « Yu est une bonne personne et nous le traitons très bien. C'est dommage qu'il soit devenu fou après avoir pratiqué le Falun Gong - il s'est lui-même cogné la tête contre le calorifère ».

Au camp de travail pour femmes Shibalihe dans la Ville de Zhengzhou : les camisoles de force sont faites de toile fine. Elles sont mises sur le devant de la victime et sont serrées derrière le dos. Les manches sont à peu près 10 pouces plus longues que les bras de la victime, avec des courroies. Les persécuteurs forcent les pratiquantes femmes de Falun Dafa à porter les camisoles de force, et leur tirent alors les bras derrière le dos, les croisent et les attachent derrière leur dos.

Source : <http://fr.yuanming.info>

Ensemble, sauvons Mumia...

Le MRAP adresse un grand merci à toutes celles et à tous ceux (anonymes, militants, artistes, comités locaux etc.) qui contribuent par leurs dons à assurer la défense de Mumia Abu Jamal.

Depuis 4 ans, c'est 100 000 euros qui ont été recueillis par le collectif national « Ensemble Sauvons Mumia ». Rappelons qu'à ce jour un million de dollars a dû être dépensé par la défense de Mumia dans les différentes procédures judiciaires ! Parmi les



dons, des sommes modestes accompagnées d'un petit mot « désolé(e) je ne peux pas faire plus » (nous savons que ces personnes font déjà beau-

coup), une vieille dame qui apporte au siège national du MRAP 30 euros en pièces jaunes mises chaque jour de côté sur ses maigres ressources ou

encore un chèque de 1 500 euros venant d'Ardèche (c'est le résultat de la collecte en famille le soir du réveillon de Noël).

Parce que le combat continue, la collecte doit continuer. Pour y contribuer, un pianiste français, Patrice Mestral, a réuni des artistes et permis la sortie d'un CD « Freedom for Mumia Abu Jamal, jazz libre ». Tous les artistes ont travaillé bénévolement et renoncé à leurs droits d'auteur. Toutes les sommes recueillies par la vente de ce disque sont intégralement versées au compte « Solidarité Mumia » géré par le MRAP. 300 exemplaires ont déjà été vendus ; 600 autres viennent d'être retirés. Vous pouvez vous le procurer au siège national (10 euros + 2 euros pour frais de port).

Etude de l'INED sur l'immigration en France

Opportune vérité des chiffres...

Par Bernadette Hetier
Secrétaire nationale

Opportune vérité des chiffres face à des volontés politiques aux abonnés absents

François Heran, Directeur de l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED), est l'auteur d'une étude publiée en janvier 2004 dans la revue de l'INED *Populations et Société*. Cette publication intervient fort heureusement à un moment crucial où le thème de l'intégration des immigrés, particulièrement musulmans, est instrumentalisé pour mieux détourner l'attention publique des très graves régressions sociales frappant les catégories de population les plus fragiles et précaires, aussi bien que des inégalités et discriminations persistantes dont souffrent les familles immigrées et leurs enfants devenus citoyens français. Cette étude vient heureusement démentir cinq idées reçues majeures :

● **La France serait un « pays d'immigration massive ».** La France est devenue le pays d'Europe où la démographie nationale dépend le moins de l'immigration, avec 200 000 naissances par an de plus que de décès, et un solde migratoire annuel (entre entrées et sorties) d'environ 65 000 personnes, loin derrière l'Allemagne et l'Europe du Sud actuellement. Il convient de ne pas confondre la forte immigration passée (1950-1974) avec ses effets démographiques actuels.

● **Le taux de fécondité de la France serait largement dû aux familles immigrées ?** Il ressort au contraire une faible différence des taux de fécondité, avec 1,72 enfants par femme en moyenne générale et 1,65 pour les seules françaises.

● **Indénombrable, l'immigration irrégulière serait « innombrable ».** Les opérations de régularisation de 1982 et de 1997-98 ont successivement mis à jour 132 000 sans papiers, puis 800 000. Ces chiffres doivent être techniquement considérés non comme des « flux » (entrées annuelles) mais comme le total cumulé de présences sur le ter-



ritoire français dont la majorité, en 1997-1998, était supérieure à 10 ans.

● **La statistique publique serait impuissante à comptabiliser correctement les immigrés ?** Si des erreurs peuvent se glisser dans les comptabilisations « étrangères et nationales », l'ordre de grandeur relatif de ces inexactitudes qui s'annulent ne saurait conforter cette thèse, affirme l'INED.

● **Accueillir l'immigration, ce serait accueillir la « misère du monde » ?** C'est essentiellement l'inexistence des Etats ou leur effondrement dans les pays d'origine qui expliquent les départs. Comme les études sur le

camp de Sangatte l'avaient déjà clairement révélé, ils sont le fait non des plus pauvres mais de ceux qui sont les mieux armés socialement (porteurs d'un projet collectif) et psychologiquement.

Non, conclut l'étude, « l'immigration n'est pas massive, elle n'est pas majoritairement clandestine, elle n'est ni prolifique ni misérable, et pas davantage insaisissable. Elle reste encore largement à découvrir ».

Voilà qui vient à point pour remettre les pendules politiques à l'heure dans la perspective des grands débats électoraux qui s'annoncent.

Antisémitisme en Europe

La nouvelle vague d'une vieille plaie

Par **Albert Herszkowicz**
Membre de l'association
« Mémorial 98 »

Nous faisons face en Europe à une vague d'antisémitisme puissante, multiforme, diversifiée.

Vieil ou nouvel antisémitisme ? Spécificité française ou vague européenne et mondiale ? Lien exclusif avec Israël et Palestine ou autres motifs ? Cette analyse doit être faite, sans amalgames et sans minimiser la gravité de la situation.

Il ne s'agit certes pas de la première vague antisémite sur le continent européen : c'est en Europe, sous les auspices de l'antijudaïsme catholique, qu'ont été forgés le terme et le concept de ghetto, la rouelle puis l'étoile jaune, l'expulsion systématique des Juifs, la conversion forcée et les massacres, l'Inquisition. C'est en Europe qu'est né l'antisémitisme moderne, c'est en Europe qu'a été rédigé et répandu le protocole des sages de Sion, c'est en Europe et au nom de l'Europe qu'a eu lieu le génocide nazi appuyé sur la collaboration des différents États et partis qui voulaient une « Europe nouvelle ».

On comprend donc qu'une parole antisémite revêt une signification particulière lorsqu'elle est proférée dans l'aire de la Shoah et qu'un acte violent antisémite fait écho à l'apocalypse nazie.

Pour retracer l'histoire de l'antisémitisme européen, on peut remonter aux croisades et à la vague de massacres de Juifs qui les accompagnaient ou aux expulsions dont celle de 1492 en Espagne ; plus près de nous à l'époque moderne rappelons la vague des années 1880 partie d'Allemagne avec la « pétition antisémite des 250 000 » et qui atteignit la Russie, l'Autriche, avec

notamment l'élection de Kluger comme maire de Vienne sur un programme antisémite, et bien sûr la France avec l'affaire Dreyfus. Notons à ce sujet la force de l'antisémitisme dans l'Algérie coloniale, notamment après le décret Crémieux et en écho à l'affaire Dreyfus : l'agitateur antisémite emblématique Edouard Drumont y est élu député, de nombreux pogroms et massacres y ont lieu. Après la première guerre mondiale vient la grande vague qui aboutit à l'apocalypse génocidaire nazi.

Aucune de ces vagues, y compris avant l'époque moderne, n'est « spontanée » elles sont toutes le fruit d'une agitation politique portée par des forces réactionnaires.

Même après le cataclysme nazi il y a plusieurs vagues antisémites en Europe : en 1946, lors des purges et procès stalinien des années 1950 et en 67/68 en Pologne, la vague des graffitis antisémites de l'hiver 59/60, puis de nouveau en 90/92.

La nouveauté de la situation actuelle est en addition de la traditionnelle propagande antisémite de l'extrême droite, la part croissante constituée par des actes et agressions antijuives commises par des jeunes issus de l'immigration et le lien avec la situation au Moyen Orient.

Dans plusieurs pays d'Europe on retrouve cette répartition de fait :

● Le cadre politique et les thèmes de propagande, notamment négationniste, sont issus de l'extrême droite ; « les chambres à gaz sont un détail de l'histoire » proclame Le Pen. Cette propagande utilise intensément Internet ; les forces d'extrême droite pratiquent aussi les profanations de cimetières juifs, les graffitis néo-nazis, les courriers insultants et menaçants à l'égard de personnes ou d'institutions juives.

● Ces thèmes négationnistes et l'assimilation des juifs et des israéliens aux nazis sont repris dans des casettes et sur des sites islamistes radicaux. Des attaques de synagogues et

agressions physiques de personnes juives sont le fait de jeunes issus de l'immigration maghrébine. La mouvance *Al Qaida* commet des attentats antijuifs (Istanbul).

On a ainsi une sorte de cercle vicieux. L'antisémitisme européen moderne, symbolisé par le pseudo-protocole des sages de Sion, a été expédié vers le monde arabe et musulman dès la fin du 19^e siècle, notamment par le biais des intellectuels arabes chrétiens, puis tout au long du 20^e siècle notamment par les génocidaires nazis et leurs épigones négationnistes. Revient maintenant vers le vieux continent par les médias arabes et la propagande radicale islamiste La production antijuive européenne continue de bien s'exporter. Les antisémites, qui agissent avec le succès que l'on sait dans le monde arabe et musulman, puisent largement dans les ressources infinies de la production européenne.

Par contre, certains pays européens ont, pour différentes raisons, une faible tradition antisémite moderne : Angleterre, Scandinavie, République tchèque, Italie, Espagne, Hollande Les partis de droite radicale qui s'y développent ne portent pas la dimension antijuive caractéristique des pays à forte tradition antisémite.

L'Allemagne est un cas particulier, pour des raisons historiques évidentes : une tentative d'éducation contre le nazisme et l'antisémitisme y a été menée. Elle semble aujourd'hui ébréchée et fragilisée, à la merci d'une radicalisation de forces de droite significative.

Les négationnistes européens et particulièrement français sont de véritables vedettes dans de nombreux pays arabes. Garaudy est un héros, financé et soutenu par les États, notamment syrien et iranien, si généreux envers tous les groupuscules néonazis et négationnistes (1). La télévision *Al-Jazira* invite Robert droite, les islamistes jordaniens invitent Garaudy et Pierre Guillaume, « libre penseur » de la « Vieille Taupe » pour combattre « la normalisation avec Israël » (2). Mohammed Latrèche chefaillon du PMF organise des meetings avec Serge Thion, négationniste véritablement enragé.

J'insiste sur ce point car nous avons sans doute sous estimé l'impact de Garaudy et de ses acolytes.

L'aspect le plus tragique de ce phénomène est la reprise d'arguments d'extrême droite par ceux qui en sont les cibles.

Esquisse d'une typologie européenne : le poids de l'histoire

Dans les pays européens à forte tradition antisémite (France, Russie, Autriche, Roumanie, Pologne, Hongrie, Suisse, Grèce), on retrouve aujourd'hui un discours antisémite structuré par des partis politiques qui ont réalisé des percées importantes. Ceux qui le portent se situent dans la mouvance d'extrême droite rebaptisée « populiste ».

A intervalles réguliers, des personnalités très médiatisées apportent leur contribution à cette propagande. L'exemple le plus connu est celui de l'abbé Pierre, symbole du dévouement social et quasiment sanctifié de son vivant, qui a accumulé les déclarations antisémites et négationnistes les plus vulgaires sans que cela ne nuise durablement à sa popularité ou plus récemment le multirécidiviste Dieudonné. En Allemagne, c'est le dirigeant libéral Moellman, puis un député démocrate-chrétien de droite accompagné d'un général ou l'écrivain Martin Walser ; en Grèce c'est Theodorakis...

Par contre, certains pays européens ont, pour différentes raisons, une faible tradition antisémite moderne : Angleterre, Scandinavie, République tchèque, Italie, Espagne, Hollande Les partis de droite radicale qui s'y développent ne portent pas la dimension antijuive caractéristique des pays à forte tradition antisémite.

L'Allemagne est un cas particulier, pour des raisons historiques évidentes : une tentative d'éducation contre le nazisme et l'antisémitisme y a été menée. Elle semble aujourd'hui ébréchée et fragilisée, à la merci d'une radicalisation de forces de droite significative.

Substance du discours antisémite en Europe

● Au-delà du négationnisme intégral, la relativisation du génocide joue un rôle crucial : selon les antisémites, c'est une vieille histoire, les juifs l'ont d'ailleurs inventée, en tirent abondamment profit financièrement par les réparations ; ils se débrouilleraient trop bien dans leur statut de victimes et agirait comme des nazis à l'encontre des Palestiniens. C'est un enjeu de brouillage important, et c'est pourquoi il faut absolument rejeter ce type de glissement qui assimile la répression meurtrière et le crime de guerre à un génocide.

● Le thème de la mondialisation ou du « mondialisme » demeure un grand classique. Ainsi le « populiste » italien Bossi dénonce : la mondialisation c'est du fascisme... Haider veut maîtriser l'immigration; lui au moins prend le taureau par les cornes. Ce sont les grands financiers, une quarantaine ou une cinquantaine au maximum, qui veulent nous imposer les immigrés au nom de la mondialisation. C'est cela aujourd'hui le fascisme, cet anéantissement des peuples. Ceux qui tirent les ficelles sont les petits-fils des véritables mandataires du fascisme et du nazisme d'autrefois... et il dénonce « les banquiers juifs américains qui tirent les ficelles de la mondialisation ».

On retrouve le « lobby immigrationniste et mondialiste » cher à Le Pen. Dans la fantasmagorie antisémite et nazie, les Juifs ont été accusés de vouloir détruire la société par les deux voies a priori opposées du capitalisme et du communisme, également « apatrides ». Romain Marie, dirigeant du courant catholique intégriste du FN, déclare : « Les Juifs sont au centre de nos débats ».

contemporains : Marx et Rothschild sont un peu les deux faces de la même médaille... » (3).

Ainsi le mouvement pour l'altermondialisation, dont une des figures marquantes est Naomi Klein, auteur de *No logo*, qui revendique sa judéité, pourrait représenter l'autre face de la médaille du « complot destructeur ». Au passage Naomi Klein met en garde contre les dérives antisémites présentes dans certains réseaux se réclamant de l'altermondialisme, et contre la propagande de ce type diffusée sur le réseau Indy media (4).

Que faire ?

On hésite souvent à relever et à combattre les propos et écrits antisémites par peur de paraître intolérant, ridicule, pathétique, obsédé ou dans un mouvement de gêne en rapport avec la situation en Israël et Palestine.

C'est pourtant une dimension centrale de la lutte contre le racisme et l'extrême droite

Pas de tolérance ; chacun doit faire le ménage d'abord dans son propre

camp. Nous à gauche bien sûr, comme le dit P. Corcuff militant de la LCR critiquant (dans *Le Monde* du 11 janvier 2004) son organisation en raison d'« une certaine timidité dans la lutte contre la recrudescence de la judéophobie (témoignant des résistances à mener le combat quand des opprimés sont à l'origine de saloperies) » mais aussi dans la droite dite républicaine qui se donne le beau rôle tout en abritant en son sein ceux qui ont mis en œuvre et maintiennent des alliances avec le FN et même dans les franges aberrantes de la communauté juive qui peuvent considérer que le FN est un moindre mal. La lutte contre l'antisémitisme, de même que la lutte d'ensemble contre le racisme dont elle est une partie, ne peut pas accepter de demi-mesures et d'accommodements

Il nous faut inlassablement rechercher et expliquer les causes du génocide nazi, en même temps qu'est décrite son atrocité. Car l'apocalypse exterminatrice qui a marqué ce triomphe de la réaction se perpétue à travers la haine antijuive

ressurgissant des profondeurs de notre continent.

(1) - Voir notamment « Bêtes et méchants, petite histoire des jeunes fascistes français », Éditions Reflex 2001, p. 67 et suivantes.

(2) - *Bulletin France-Pays Arabes*, octobre 2000.

(3) - *Mensuel - Présent*, février 1979 in Guland, op cit.

(4) - *Haaretz daily* 3/5/02.

Albert Herszkowicz, membre de l'association « Mémorial 98 »

Cette association, qui combat contre le racisme, l'antisémitisme et le négationnisme existe depuis 1998. Son nom fait référence aux premières manifestations contre l'antisémitisme organisées en 1898, pendant l'affaire Dreyfus, par des ouvriers socialistes et révolutionnaires parisiens. **Mémorial 98**, 7, Rue Bernard de Clairvaux, 75003 PARIS. E-mail : memorial98@noos.fr

A signaler la parution récente du livre « *L'histoire trouée négation et témoignage* » sous la direction de C. Coquio édition l'Atalante comportant un texte d'Albert Herszkowicz.

La sélection du MRAP

Page réalisée par **Evelyne (Vitrolle)**

Kiosque

Itinéraires

Paroles de Vénissiens d'origine algérienne

De **Maurice Corbel** et **Abmed Kbenniche** (Abmed Kbenniche est membre de la direction du MRAP)

Éditions Lyonnaises d'art et d'histoire ; prix : 18 euros (il est possible de passer commande au MRAP national 01 53 38 99 99).

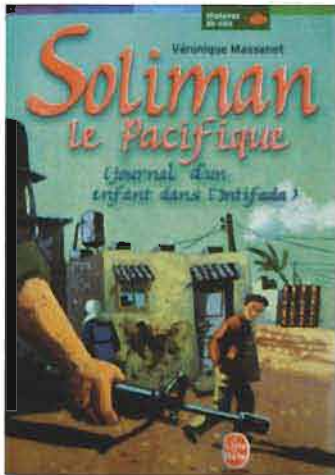
Les mariages mixtes ont longtemps été considérés comme un indicateur d'intégration. Ils seraient aujourd'hui en régression. La mixité de l'habitat était un autre processus exemplaire d'intégration des populations immigrées et l'on assiste à une « ghettoïisation » à la française, soit à l'homogénéisation notamment maghrébine de quartiers des ZUP.

Autres symptômes d'échec ? La « fracture ethnique », la fuite en avant dans la délinquance, les différentes formes de violence et autres incivilités, relevées exclusivement sur les quartiers dits « sensibles », comme si elles étaient importées et non produites par nos sociétés... Les auteurs de cette étude sont allés sur le terrain, à Vénissieux, et ont rencontré des Algériens et des Français d'origine algérienne, pour enquêter sur ces thèmes d'actualité.



Spécial « semaine de l'éducation »

Kiosque



Soliman le Pacifique
Journal d'un enfant dans l'intifada

De *Véronique Mussenot*, *Histoires de vies* livre de poche jeunesse ; à partir de 12 ans ; 5 euros

Soliman est palestinien et vit en Cis-jordanie. Pendant la première intifada, son grand frère est mort en martyr. Sept ans plus tard, Sol commence un journal auquel il confie ses questions sur la vie et son quotidien dans les territoires.

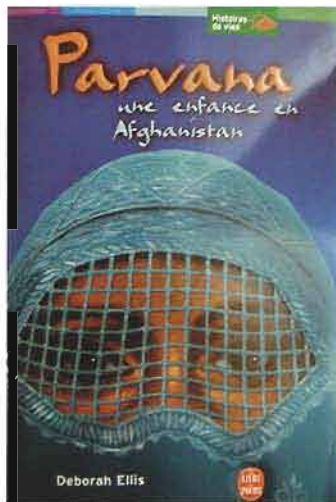
Hélas, de nouveaux tout bascule. C'est la deuxième intifada, le retourner des chars et de la répression. Face à la peur, au désespoir, Sol choisit son chemin : celui de l'écriture. Pour témoigner.

Palestine-Israël
La paix ou l'apartheid

De *Marwan Bisbara*, *La Découverte* nouvelle édition augmentée et mise à jour ; 8,5 euros

Dans ce livre incisif, l'auteur israélo-arabe est l'un des principaux commentateurs palestiniens sur la région, explique les causes profondes et les enjeux de la seconde intifada. En revenant aux accords d'Oslo en 1993, il montre comment l'asymétrie entre les palestiniens (les occupés) et les Israéliens (les occupants) a été ignorée par ceux qui ont passé mais ces négociations, notamment les États-Unis.

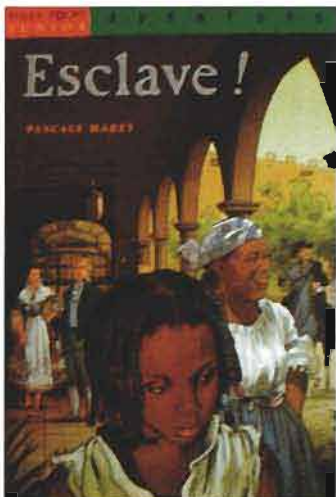
Dans ce livre incisif, l'auteur israélo-arabe est l'un des principaux commentateurs palestiniens sur la région, explique les causes profondes et les enjeux de la seconde intifada...



Parvana
Une enfance en Afghanistan

De *Deborah Ellis*, *édition livre de poche histoires de vies*

Parvana a onze ans et n'a jamais connu son pays autrement qu'en guerre. Une guerre de cauchemar, qui interdit aux femmes de sortir non voilées et sans escorte d'un homme, père ou mari. Assez grande pour être soumise à ces interdits, Parvana doit pourtant trouver une façon de les contourner. Car depuis que les taliban - groupe religieux extrémiste qui contrôle le pays - ont emprisonné son père, sur elle seule repose la survie de sa famille...



Esclave !

De *Pascal Maret*, *junior Milan poche aventure* à partir de 10 ans ; prix : 5 euros

Elle a 10 ans, elle est noire, elle n'a plus de nom. Capturée en Afrique, embarquée vers l'Amérique, elle est vendue sur un marché du Venezuela

Esclave ! Baptisée Ana, la filiale travaille dur, et s'acclimate tant bien que mal à sa nouvelle vie.

Elle apprend vite, trop vite... Beaucoup la jalouent. La voilà accusée d'une faute qu'elle n'a pas commise. Fouettée, humiliée, Ana décide de fuir. Mais retrouver la liberté est une longue lutte...

Coup de cœur de la rédaction

Tchinghiz Aïmatov
Djamilia



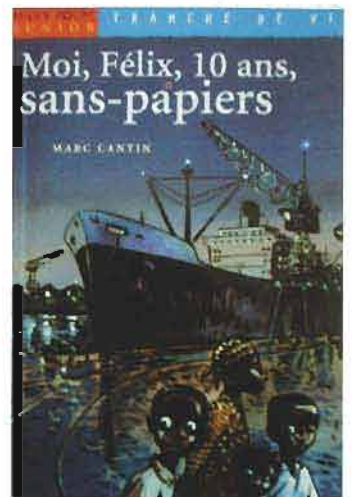
Djamilia Tchinghiz Aïmatov

Réédité et Traduit du kazakh par *ADmitrieva et Louis Aragon*. Folio n°3897

Extraits de la préface de Louis Aragon : « L'étrange réussite de Djamilia, c'est tout ce que nous apprenons d'un pays inconnu, de la vie des hommes et des femmes étroitement liés aux traditions patriarcales des nomades, et déjà sans heurts passés à l'époque soviétique, à ses institutions, nous l'apprenons de l'intérieur, par des êtres à qui tout ceci est naturel, ne demande aucune explication, si bien que le récit y gagne cette extraordinaire aisance de développement, qui manque si fort aux littératures modernes, en mal de reportage, où tout semble écrit sur fiches à l'avance... »

Le récit de Djamilia, c'est un enfant qui nous le fait et pour lui la découverte de ce qui se passe dans l'âme du couple, le drame du couple qui s'ignore encore, c'est aussi la découverte du sentiment même...

Où, pour moi, c'est la plus belle histoire d'amour du monde. »



Moi, Félix, dix ans, sans papiers

Marc Canthé, *édition Milan poche junior* dès 10/11 ans ; prix : 4,5 euros

Moi, Félix, sans papiers, je suis un clandestin, hors-la-loi, étrangers. Pas question de retourner travailler dans les champs de cacaoiers. Je n'irai plus porter les sacs de café. Même si la Côte d'Ivoire doit manquer, demain, je serais français.

Riki, un enfant à Jérusalem

David Shahar



Riki, un enfant à Jérusalem

Par *David Sbarar* folio junior. À partir de 10 ans ; prix : 5 euros

En 1947, lorsque les premiers affrontements éclatent en Israël et les pays voisins, Riki n'a que 10 ans. Il vit à Jérusalem avec sa famille et assiste, stupéfait, au siège de la ville. Malgré les bombardements, le manque d'eau, la famille dispersée, il y a de son âme d'enfant. Curieux et intrépide, il va se mêler aux conflits et, au fil des rencontres, découvrir la dure réalité de la guerre...